CI-147
2021-04-27
A. Martin

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Document préparé par la Direction de la gestion budgétaire et financière
Avril 2021

Justice Québec

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	1
P.2	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2019-2020 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.	2
P.3	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entrainé les plus grandes sommes.	6
P.4	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus en 2019-2020 ?	7
P.5	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente ?	8
P.6	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2020-2021 qui n'existaient pas en 2019-2020 ?	9
P.7	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2012-2013 à 2019-2020, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.	10
P.8	Nombre total de juges, au 31 mars 2020, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le genre des juges. Indiquer le nombre de juges en congé de maladie en indiquant la date prévue de retour, le nombre de postes vacants en indiquant la date de la libération du poste.	15
P.9	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le conseil de la magistrature en 2019-2020 et le nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire.	16
P.10	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour 2019-2020 : a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	17
P.11	Pour 2019-2020 : a. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique; b. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique; c. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide Juridique; d. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide Juridique; e. Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide Juridique.	18
P.12	Pour 2019-2020, coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de la pratique privée, par catégories de frais.	19
P.13	Ventilation détaillée des effectifs, au 31 mars 2020, pour la Commission des services juridiques ainsi que pour chacun des bureaux d'aide juridique régionaux.	20
P.14	Évolution des délais avant jugement, par tribunal et type de dossier, pour les dix dernières années.	23
P.15	Évolution de la proportion des personnes se représentant seuls devant les tribunaux, pour les dix dernières années.	24
P.16	Le nombre de rédacteurs accrédités pour la rédaction de rapports de type Gladue à l'emploi du ministère pour l'année 2020-2021.	25
P.17	L'ensemble des frais relatifs à la rédaction de rapports de type Gladue encourus en 2020-2021 et ventilé par poste budgétaire.	26
P.18	Le nombre de rapports de type Gladue ordonnés par la Cour du Québec en 2020-2021.	27

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.19	LA LISTE DES COMITÉS DE JUSTICE AUTOCHTONE ACTIFS, AINSI QUE LE FINANCEMENT OBTENU POUR CHACUN D'EUX POUR L'ANNÉE 2020-2021.	28
P.20	LA LISTE DES SOMMES INVESTIES POUR L'AMÉNAGEMENT DE LIEUX ADÉQUATS À L'EXERCICE DE LA JUSTICE DANS CHACUNE DES COMMUNAUTÉS OU CHACUN DES VILLAGES AUTOCHTONES OÙ SIÈGE LA COUR ITINÉRANTE, VENTILÉ PAR VILLAGE OU COMMUNAUTÉS EN 2020-2021.	29
P.21	LA LISTE DES SOMMES INVESTIES POUR L'USAGE DE LA VISIOCONFÉRENCE LORS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ POUR LES DÉTENUS DES COMMUNAUTÉS OU VILLAGES AUTOCHTONES EN 2020-2021.	30
P.22	POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES SOMMES INVESTIES DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE À L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE. PRÉCISER PAR MINISTÈRE.	31
P.23	LA LISTE DES ORGANISMES LGBTQ RECEVANT UNE SUBVENTION GOUVERNEMENTALE. PRÉCISER LE PROGRAMME DE FINANCEMENT, ET LA FORME (MISSION, PROJET OU ENTENTE DE SERVICE).	32

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2021.

P.1 NOMBRE DE POSTES OUVERTS ET NOMBRE DE POSTES COMBLÉS POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI PRÉSENTE AU SEIN DU MINISTÈRE.

MINISTÈRE

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	162
PERSONNEL PROFESSIONNEL	1 121
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	2 556
PERSONNEL OUVRIER	16
TOTAL	**3 855**

SOURCE : GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	4
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	**5**

SOURCE : GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	7
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	**8**

SOURCE : GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE D'EMPLOI	2020-2021
CADRES	5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	25
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	64
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	**94**

SOURCE : GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - EFFECTIFS ET RÉSERVES

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

P.2 LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS PENDANT L'ANNÉE 2020-2021 INCLUANT, POUR CHACUN DE CES CONCOURS :

- **LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS;**
- **LE NOMBRE DE POSTULANTS;**
- **LA DATE;**
- **LA NATURE (CONCOURS RÉSERVÉ OU NON);**
- **LE TAUX DE RÉUSSITE;**
- **LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE;**
- **LA DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS.**

MINISTÈRE

IDENTIFICATEUR DE POSTE	NOMBRE DE POSTES OFFERTS	NOMBRE DE POSTULANTS	DATE	NATURE	TAUX DE RÉUSSITE	RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS
TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN DROIT, CLASSE NOMINALE	N/A	1 424	PUBLICATION EN CONTINU AUCUNE SÉANCE D'EXAMENS DANS L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE	RECRUTEMENT	N/A	TOUTES LES RÉGIONS, TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES	N/A
GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE OU GREFFIER-AUDIENCIER, CLASSE NOMINALE	N/A	559	PUBLICATION EN CONTINU AUCUNE SÉANCE D'EXAMENS DANS L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE	RECRUTEMENT	N/A	TOUTES LES RÉGIONS	N/A
ATTACHÉE OU ATTACHÉ JUDICIAIRE	N/A	751	PUBLICATION DU 2020-03-23 AU 2020-04-17 SÉANCES D'EXAMENS EN COURS	RECRUTEMENT	N/A	N/A	N/A
UNE OU UN CADRE JURIDIQUE, CLASSE 2	N/A	278	PUBLICATION DU 2020-06-29 AU 2020-07-17	RECRUTEMENT	87 %	RÉGIONS 03, 04, 05, 06, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17	2020-10-16

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Concours	Identificateur de poste	Nombre de postes offerts*	Nombre de postulants	Date	Nature*	Taux de réussite*	Région administrative	Date de la publication des résultats
Externe	Secrétaire	1	328	23/04/2020	N/A	N/A	Montréal	04/06/2020
interne	Technicienne ou technicien en administration	1	1	14/05/2020	N/A	N/A	Montréal	19/06/2020
interne	Conseillère ou conseiller à l'évaluation	1	4	19/05/2020	N/A	N/A	Montréal	15/07/2020
interne	Conseillère ou conseiller à l'évaluation	1	4	19/05/2020	N/A	N/A	Montréal	15/07/2020
interne	Enquêteur ou enquêtrice charte	2	3	19/05/2020	N/A	N/A	Montréal	15/07/2020
interne	Enquêteur ou enquêtrice jeunesse	1	5	19/05/2020	N/A	N/A	Montréal	30/06/2020
interne	Enquêteur ou enquêtrice jeunesse	1	5	19/05/2020	N/A	N/A	Montréal	30/06/2020
externe	Enquêteur ou enquêtrice jeunesse	1	189	19/05/2020	N/A	N/A	Montréal	26/08/2020
interne	Technicienne ou technicien en administration	1	2	19/05/2020	N/A	N/A	Montréal	30/06/2020
externe	Technicienne ou technicien en administration	1	245	19/05/2020	N/A	N/A	Montréal	29/09/2020
interne	Chercheure ou chercheur	1	1	19/05/2020	N/A	N/A	Montréal	22/06/2020
interne	Conseillère ou conseiller juridique	1	2	28/05/2020	N/A	N/A	Montréal	15/07/2020
interne	Enquêteur ou enquêtrice charte	1	5	29/05/2020	N/A	N/A	Montréal	16/07/2020
externe	Enquêteur ou enquêtrice jeunesse	1	189	09/06/2020	N/A	N/A	Montréal	26/08/2020
externe	Technicienne ou technicien en administration	1	397	12/06/2020	N/A	N/A	Montréal	21/10/2020
stagiaire	stagiaire	2	94	25/05/2020	N/A	N/A	Montréal	03/08/2020
externe	Enquêteur ou enquêtrice jeunesse	2	190	25/06/2020	N/A	N/A	Montréal	24/09/2020
externe	Conseillère ou conseiller juridique	1	59	06/07/2020	N/A	N/A	Montréal	11/09/2020
externe	Conseillère ou conseiller à l'évaluation	2	174	13/07/2020	N/A	N/A	Montréal	05/11/2020
externe	Enquêtrice ou enquêteur charte	1	174	16/07/2020	N/A	N/A	Montréal	11/11/2020
externe	Enquêtrice ou enquêteur charte	1	174	16/07/2020	N/A	N/A	Montréal	18/12/2020
externe	Technicienne ou technicien en administration	1	208	03/08/2020	N/A	N/A	Montréal	N/A
interne/externe	Directrice ou directeur principal des opérations	1	208	07/08/2020	N/A	N/A	Montréal	05/11/2020
interne	Technicienne ou technicien en administration	1	2	10/08/2020	N/A	N/A	Montréal	09/10/2020
externe	Technicienne ou technicien en administration	1	617	03/09/2020	N/A	N/A	Montréal	11/02/2021

Concours	Identificateur de poste	Nombre de postes offerts*	Nombre de postulants	Date	Nature*	Taux de réussite*	Région administrative	Date de la publication des résultats
interne	Conseillère ou conseiller juridique	1	1	08/09/2020	N/A	N/A	Montréal	22/10/2020
interne	Coordonnatrice ou coordonnateur	1	5	11/09/2020	N/A	N/A	Montréal	24/09/2020
externe	Technicienne ou technicien en administration	2	222	25/09/2020	N/A	N/A	Montréal	14/12/2020
externe	Agente ou agent de bureau, classe principale	1	1 170	30/09/2020	N/A	N/A	Montréal	03/12/2020
externe	Agente ou agent de bureau, classe principale	2	1 170	30/09/2020	N/A	N/A	Montréal	03/12/2020
interne	Technicienne ou technicien à l'accueil et à l'évaluation	1	4	30/09/2020	N/A	N/A	Montréal	23/11/2020
interne	Médiatrice ou médiateur	1	3	23/10/2020	N/A	N/A	Montréal	10/12/2020
externe	Technicienne ou technicien en administration	1	184	23/11/2020	N/A	N/A	Montréal	N/A
interne	Conseillère ou conseiller juridique	1	3	01/12/2020	N/A	N/A	Montréal	03/02/2021
interne/externe	Directrice adjointe ou directeur adjoint	1	128	10/12/2020	N/A	N/A	Montréal	22-02-2021
interne	Agente ou agent de bureau, classe principale	1	1	14/12/2020	N/A	N/A	Montréal	N/A
interne/externe	Conseillère ou conseiller en gestion des ressources humaines	1	148	11/01/2021	N/A	N/A	Montréal	09/02/2021
interne	Technicienne ou technicien principal en personnel	1	1	11/01/2021	N/A	N/A	Montréal	N/A
interne	Conseillère ou conseiller juridique	1	3	03/02/2021	N/A	N/A	Montréal	22/02/2021
interne	Médiatrice ou médiateur	1	4	03/02/2021	N/A	N/A	Montréal	N/A
interne	Agente ou agent d'éducation et de coopération	1	3	03/02/2021	N/A	N/A	Montréal	N/A
externe	Conseillère ou conseiller en accès à l'égalité	1	110	03/02/2021	N/A	N/A	Montréal	N/A
interne	Technicienne ou technicien à l'accueil et à l'évaluation	1	2	03/02/2021	N/A	N/A	Montréal	N/A
externe	Agente ou agent de bureau, classe principale	1	271	03/02/2021	N/A	N/A	Montréal	N/A
stagiaire	stagiaire	2	19	04/02/2021	N/A	N/A	Montréal	N/A
interne/externe	Directrice ou directeur	1	96	09/02/2021	N/A	N/A	Montréal	N/A

*Non soumis aux règles de la fonction publique

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
NON APPLICABLE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
NON APPLICABLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

IDENTIFICATEUR DE POSTE	NOMBRE DE POSTES OFFERTS*	NOMBRE DE POSTULANTS	DATE	NATURE	TAUX DE RÉUSSITE*	RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS
PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	S.O.	258	PÉRIODE D'AFFICHAGE : DU 1ER OCTOBRE 2020 AU 1ER NOVEMBRE 2020	RECRUTEMENT	À VENIR	VISE À POURVOIR DES POSTES DANS L'ENSEMBLE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC	INCONNUE

* NOMBRE DE POSTES OFFERTS : IL EST À NOTER QUE LA NOTION DE CONCOURS N'EXISTE PLUS, IL S'AGIT MAINTENANT DE PROCESSUS DE QUALIFICATION. À LA SUITE D'UN PROCESSUS DE QUALIFICATION, LES NOMS DES PERSONNES AYANT RÉUSSI LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION SONT VERSÉS DANS UNE BANQUE DE PERSONNES QUALIFIÉES. LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS N'EST DONC PAS DISPONIBLE, CAR LA BANQUE A UNE DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE ET ELLE EST RÉALIMENTÉE À CHAQUE PROCESSUS POUR DES BESOINS ACTUELS ET ÉVENTUELS.

* TAUX DE RÉUSSITE : NON SOUMIS AUX RÈGLES DE LA FONCTION PUBLIQUE.

ÉGALEMENT, AU COURS DE CETTE PÉRIODE, LE DPCP A PROCÉDÉ À 30 PROCESSUS DE QUALIFICATION, DITS RÉSERVÉS, PERMETTANT LA QUALIFICATION DE CANDIDATS STAGIAIRES DU BARREAU DU QUÉBEC AYANT RÉUSSI LEUR STAGE AU SEIN DE NOTRE ORGANISME OU LA QUALIFICATION DE CANDIDATS QUI POSSÈDENT UN PROFIL RECHERCHÉ, ET CE, POUR L'ENSEMBLE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
NON APPLICABLE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
NON APPLICABLE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.3 TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS PAR L'ÉTAT À LA SUITE DE POURSUITES JUDICIAIRES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. LISTER LES 10 CAUSES AYANT ENTRAINÉ LES PLUS GRANDES SOMMES.

MINISTÈRE

À TITRE DE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ), LE MINISTRE DE LA JUSTICE REPRÉSENTE L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES DEVANT LES TRIBUNAUX.

ADVENANT UN JUGEMENT CONDAMNANT À VERSER DES SOMMES À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS, IL REVIENT AU MINISTÈRE-CLIENT DE VERSER DE TELLES SOMMES.

POUR L'ANNÉE 2020-2021, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A EU À VERSER LA SOMME DE 113 584 $ À TITRE DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS DANS LES DOSSIERS OÙ IL ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PGQ.

P.4 TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS POUR L'ENSEMBLE DES JUGEMENTS RENDUS EN 2020-2021.

MINISTÈRE

À TITRE DE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ), LE MINISTRE DE LA JUSTICE REPRÉSENTE L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES DEVANT LES TRIBUNAUX.

ADVENANT UN JUGEMENT CONDAMNANT À VERSER DES SOMMES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS, IL REVIENT AU MINISTÈRE-CLIENT DE VERSER DE TELLES SOMMES.

POUR L'ANNÉE 2020-2021, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A EU À VERSER 150 000 $ À TITRE DE DOMMAGES DANS LES DOSSIERS OÙ IL ÉTAIT REPRÉSENTÉ PAR LE PGQ.

P.5 ESTIMATION DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES QUI SONT NÉCESSAIRES POUR QUE LE MINISTÈRE PUISSE COUVRIR LE MÊME NIVEAU DE SERVICE QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

MINISTÈRE

LA DÉPENSE PROBABLE 2020-2021 DU PORTEFEUILLE « JUSTICE » AINSI QUE LE BUDGET DE DÉPENSES 2021-2022 SONT PRÉSENTÉS DANS LE DOCUMENT BUDGÉTAIRE « PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES » (VOLUME 2).

LE PLAN BUDGÉTAIRE 2021-2022 PRÉSENTE POUR SA PART CERTAINES MESURES ADDITIONNELLES.

P.6 ARGENT NEUF DISPONIBLE POUR DE NOUVELLES INITIATIVES 2020-2021 QUI N'EXISTAIENT PAS EN 2019-2020.

MINISTÈRE

LA DÉPENSE PROBABLE 2020-2021 DU PORTEFEUILLE « JUSTICE » AINSI QUE LE BUDGET DE DÉPENSES 2021-2022 SONT PRÉSENTÉS DANS LE DOCUMENT BUDGÉTAIRE « PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES » (VOLUME 2).

LE PLAN BUDGÉTAIRE 2021-2022 PRÉSENTE POUR SA PART CERTAINES MESURES ADDITIONNELLES.

P.7 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2012-2013 À 2020-2021, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

MINISTÈRE

LE TAUX DE RÈGLEMENT DES ACTIVITÉS DE PERCEPTION À LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (DGBIA) EST GÉNÉRALEMENT ÉLEVÉ :

- LE RATIO DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS EN 2020-2021 (AU 28 FÉVRIER 2021) EST DE 95 %. IL ÉTAIT DE 99 % EN 2019-2020;
- ANNUELLEMENT, LA DGBIA PERÇOIT EN MOYENNE PLUS DE 200 M$ EN ARGENT OU EN RÈGLEMENTS NON PÉCUNIAIRES (TRAVAUX COMPENSATOIRES ET EMPRISONNEMENT).

LE PERCEPTEUR DES AMENDES, LORS DE L'EXPIRATION DES DÉLAIS DE PAIEMENT, MET EN ŒUVRE LES MOYENS D'EXÉCUTION ÉNUMÉRÉS AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CES MOYENS COMPRENNENT NOTAMMENT LES ENTENTES DE PAIEMENT, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES ET LES SAISIES.

FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

LA DGBIA GÈRE ET PERÇOIT DES AMENDES DONT LES SOMMES RECOUVRÉES SONT ENVOYÉES AU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (FCR). LE TABLEAU SUIVANT PRÉSENTE UNIQUEMENT CES COMPTES À RECEVOIR.

AUTRES BÉNÉFICIAIRES

LA DGBIA GÈRE ET PERÇOIT DES AMENDES DONT LE PRODUIT EST ENVOYÉ À DIFFÉRENTS BÉNÉFICIAIRES, DONT DES MUNICIPALITÉS, DES ORDRES PROFESSIONNELS, LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LE FONDS VERT, L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, DES COMITÉS PARITAIRES, ETC. COMME CES AUTRES BÉNÉFICIAIRES NE RELÈVENT PAS DU MINISTÈRE, LEURS COMPTES À RECEVOIR NE SONT PAS INCLUS DANS LE TABLEAU SUIVANT. CES COMPTES À RECEVOIR REPRÉSENTENT ENVIRON 204 M$.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET INDEMNITÉS

LA DGBIA OFFRE DES SERVICES D'HÉBERGEMENT ET D'ENCAISSEMENT POUR DEUX TYPES DE COMPTES À RECEVOIR, SOIT :

- LES COMPTES À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL TEL QUE PRÉVU DANS L'ENTENTE CANADA/QUÉBEC RELATIVE À L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS EN MATIÈRE CRIMINELLE. CES COMPTES À RECEVOIR PROVIENNENT DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA;
- LES COMPTES À RECEVOIR POUR L'INDEMNISATION ACCORDÉE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DANS LE CADRE D'UNE ORDONNANCE DE DÉDOMMAGEMENT (ART.738 C.CR.), DE PROBATION OU D'EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS.

TOUTEFOIS, CES COMPTES À RECEVOIR NE SONT PAS INCLUS DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS, CAR LA DGBIA N'EFFECTUE AUCUN TRAVAIL DE RECOUVREMENT SUR CES DERNIERS. LES COMPTES À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT INCLUS DANS LE SYSTÈME DE GESTION DES INFRACTIONS ET DE PERCEPTION DES AMENDES (SGIPA) POUR LES AIDER À FAIRE LEUR SUIVI COMPTABLE ET LEUR DISTRIBUTION DES SOMMES AUX BÉNÉFICIAIRES. EN CE QUI CONCERNE LES INDEMNITÉS, OUTRE L'ENCAISSEMENT ET LA DISTRIBUTION DES SOMMES AUX BÉNÉFICIAIRES, LEUR INCLUSION AU SGIPA PERMET AU GREFFE D'ASSURER UN SUIVI AUPRÈS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN CAS DE DÉFAUT DE PAIEMENT. CES COMPTES À RECEVOIR REPRÉSENTENT ENVIRON 490 M$.

PROVISIONS

SEULES LES PROVISIONS QUI CONCERNENT LES COMPTES À RECEVOIR APPARTENANT AU FONDS GÉNÉRAL DU FCR SONT PRÉSENTÉES. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET CHAQUE AUTRES BÉNÉFICIAIRES SONT RESPONSABLES DE CALCULER LEURS PROPRES PROVISIONS.

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

- LES COMPTES À RECEVOIR ACTIFS AU SGIPA SONT PROVISIONNÉS SELON DIFFÉRENTS TAUX EN FONCTION DE L'ÂGE DES COMPTES;
- LES DOSSIERS FERMÉS AU SGIPA SONT LES DOSSIERS FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT ET ILS SONT PROVISIONNÉS À 100 %.

PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS (PPNRR)

- À LA SUITE D'UNE ANALYSE CAS PAR CAS, LES PPNRR SONT CALCULÉES SUR TOUS LES IMPLIQUÉS DONT LA SOMME DES COMPTES À RECEVOIR EST DE PLUS DE 50 K$;
- CES COMPTES SONT PROVISIONNÉS À 100 %.

BIA (FCR) - Comptes à recevoir - au 28 février 2021						
Classification / Âges des créances	**Actifs SGIPA[1]**	**Fermés SGIPA[1]**	**Débiteurs assujettis à la PPNRR[2]**	**Total**	**Provisions[3]**	**Total net**
ACTES JURIDIQUES						
Courants	9 318 314,93 $	59 970,32 $	556 619,54 $	9 934 904,79 $	59 970,32 $	9 874 934,47 $
+ 1 AN	7 429 418,56 $	123 956,43 $	1 038 303,40 $	8 591 678,39 $	123 956,43 $	8 467 721,96 $
+ 2 ANS	6 396 243,80 $	153 018,56 $	1 441 894,78 $	7 991 157,14 $	3 031 328,27 $	4 959 828,87 $
+ 3 ANS	4 763 702,23 $	114 469,49 $	1 851 389,67 $	6 729 561,39 $	2 496 320,61 $	4 233 240,79 $
+ 4 ANS	17 676 653,98 $	533 287,23 $	2 539 309,79 $	20 749 251,00 $	9 371 614,22 $	11 377 636,78 $
PPNRR	- $	- $	- $	- $	7 427 517,18 $	(7 427 517,18) $
	45 584 333,50 $	984 702,03 $	7 427 517,18 $	53 996 552,71 $	22 510 707,03 $	31 485 845,69 $
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE						
Courants	9 627 030,26 $	10 364,00 $	- $	9 637 394,26 $	10 364,00 $	9 627 030,26 $
+ 1 AN	4 323 620,99 $	27 469,27 $	- $	4 351 090,26 $	27 469,27 $	4 323 620,99 $
+ 2 ANS	2 711 115,57 $	23 509,50 $	- $	2 734 625,07 $	1 243 511,51 $	1 491 113,56 $
+ 3 ANS	1 828 260,52 $	19 775,13 $	- $	1 848 035,65 $	933 905,39 $	914 130,26 $
+ 4 ANS	10 438 658,37 $	255 912,60 $	- $	10 694 570,97 $	5 475 241,79 $	5 219 329,19 $
	28 928 685,71 $	337 030,50 $	- $	29 265 716,21 $	7 690 491,95 $	21 575 224,26 $
CODE CRIMINEL						
Courants	6 799 930,05 $	3 100,00 $	90 000,00 $	6 893 030,05 $	3 100,00 $	6 889 930,05 $
+ 1 AN	4 579 324,71 $	6 560,01 $	273 155,00 $	4 859 039,72 $	6 560,01 $	4 852 479,71 $
+ 2 ANS	5 354 743,96 $	1 500,00 $	- $	5 356 243,96 $	2 411 134,78 $	2 945 109,18 $
+ 3 ANS	4 902 976,72 $	2 190,00 $	200 000,00 $	5 105 166,72 $	2 453 678,36 $	2 651 488,36 $
+ 4 ANS	13 797 600,65 $	47 576,41 $	300 000,00 $	14 145 177,06 $	10 094 016,46 $	4 051 160,60 $
PPNRR	- $	- $	- $	- $	863 155,00 $	(863 155,00) $
	35 434 576,09 $	60 926,42 $	863 155,00 $	36 358 657,51 $	15 831 644,61 $	20 527 012,90 $
DIVERSES LOIS						
Courants	12 040 592,92 $	236 232,00 $	25 805 780,24 $	38 082 605,16 $	236 232,00 $	37 846 373,16 $
+ 1 AN	16 750 478,27 $	333 688,86 $	45 278 833,27 $	62 363 000,40 $	333 688,86 $	62 029 311,54 $
+ 2 ANS	19 013 270,48 $	514 329,54 $	60 709 205,18 $	80 236 805,20 $	9 070 301,26 $	71 166 503,94 $
+ 3 ANS	15 442 335,17 $	631 877,15 $	40 895 474,11 $	56 969 686,43 $	8 353 044,74 $	48 616 641,70 $
+ 4 ANS	53 787 988,18 $	1 453 318,11 $	129 816 233,49 $	185 057 539,78 $	28 347 312,20 $	156 710 227,58 $
PPNRR	- $	- $	- $	- $	302 505 526,29 $	(302 505 526,29) $
	117 034 665,02 $	3 169 445,66 $	302 505 526,29 $	422 709 636,97 $	348 846 105,34 $	73 863 531,63 $
CONTRIBUTION 10 $						
Courants	1 856,00 $	50,00 $	340,00 $	2 246,00 $	50,00 $	2 196,00 $
+ 1 AN	3 010,00 $	70,00 $	159 502,27 $	162 582,27 $	70,00 $	162 512,27 $
+ 2 ANS	30 907,00 $	270,00 $	9 442,00 $	40 619,00 $	14 178,15 $	26 440,85 $
+ 3 ANS	42 547,77 $	1 011,85 $	7 424,00 $	50 983,62 $	22 285,74 $	28 697,89 $
+ 4 ANS	702 863,31 $	19 748,28 $	7 610,00 $	730 221,59 $	371 179,94 $	359 041,66 $
PPNRR	- $	- $	- $	- $	184 318,27 $	(184 318,27) $
	781 184,08 $	21 150,13 $	184 318,27 $	986 652,48 $	592 082,09 $	394 570,39 $
CONTRIBUTION PÉNALE						
Courants	4 832 413,54 $	47 163,11 $	4 308 287,25 $	9 187 863,90 $	47 163,11 $	9 140 700,79 $
+ 1 AN	4 840 897,48 $	126 375,14 $	6 419 404,00 $	11 386 676,62 $	126 375,14 $	11 260 301,48 $
+ 2 ANS	3 640 790,72 $	122 765,17 $	5 139 585,56 $	8 903 141,45 $	1 761 120,99 $	7 142 020,46 $
+ 3 ANS	1 150 661,80 $	46 792,00 $	695 107,00 $	1 892 560,80 $	622 122,90 $	1 270 437,90 $
+ 4 ANS	236 514,57 $	9 125,00 $	- $	245 639,57 $	127 382,29 $	118 257,29 $
PPNRR	- $	- $	- $	- $	16 562 383,81 $	(16 562 383,81) $
	14 701 278,11 $	352 220,42 $	16 562 383,81 $	31 615 882,34 $	19 246 548,24 $	12 369 334,10 $
SOMMAIRE						
Courants	42 620 137,70 $	356 879,43 $	30 761 027,03 $	73 738 044,16 $	356 879,43 $	73 381 164,73 $
+ 1 AN	37 926 750,01 $	618 119,71 $	53 169 197,94 $	91 714 067,66 $	618 119,71 $	91 095 947,95 $
+ 2 ANS	37 147 071,53 $	815 392,77 $	67 300 127,52 $	105 262 591,82 $	17 531 574,96 $	87 731 016,86 $
+ 3 ANS	28 130 484,21 $	816 115,62 $	43 649 394,78 $	72 595 994,61 $	14 881 357,73 $	57 714 636,89 $
+ 4 ANS	96 640 279,06 $	2 318 967,63 $	132 663 153,28 $	231 622 399,97 $	53 786 746,89 $	177 835 653,09 $
PPNRR	- $	- $	- $	- $	327 542 900,55 $	(327 542 900,55) $
	242 464 722,51 $	4 925 475,16 $	327 542 900,55 $	574 933 098,22 $	414 717 579,26 $	160 215 518,96 $

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

(1) LES COMPTES ACTIFS ET FERMÉS INCLUENT LES CRÉANCES DE PLUS DE 50 K$ QUI SONT NON ASSUJETTIES À LA PPNRR AINSI QUE LES CRÉANCES DE MOINS DE 50 K$.

(2) LES DÉBITEURS ASSUJETTIS À LA PPNRR INCLUENT 10,2 M$ EN COMPTES À RECEVOIR FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2021.

(3) LES PROVISIONS INCLUENT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES (87,2 M$) ET LA PPNRR (327,5 M$). ELLES SONT CALCULÉES AU 28 FÉVRIER 2021.

FONDS ACCÈS À LA JUSTICE

LES MOYENS ENTREPRIS POUR RECOUVRER LES CRÉANCES DU FONDS ACCÈS JUSTICE SONT LES MÊMES QUE LE MINISTÈRE (VOIR LA RÉPONSE DU MINISTÈRE CI-DESSUS)

CLASSIFICATION/ ÂGES DES CRÉANCES	COMPTE À RECEVOIR					
	ACTIFS SGIPA	FERMÉS SGIPA	DÉBITEURS ASSUJETTIS À LA PPNRR	TOTAL	PROVISIONS	TOTAL NET
ACTES JURIDIQUES						
COURANTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 1 AN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE						
COURANTS	646 791,60	620,00	0,00	647 411,60	620,00	646 791,60
+ 1 AN	207 953,88	1 952,96	0,00	209 906,84	1 952,96	207 953,88
+ 2 ANS	112 679,15	1 055,00	0,00	113 734,15	51 760,62	61 973,53
+ 3 ANS	70 364,57	597,00	0,00	70 961,57	35 779,29	35 182,28
+ 4 ANS	133 019,51	1 442,15	0,00	134 461,66	67 951,90	66 509,76
	1 170 808,71	5 667,11	0,00	1 176 475,82	158 064,77	1 018 411,05
CODE CRIMINEL						
COURANTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 1 AN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DIVERSES LOIS						
COURANTS	97 324,00	504,00	1 120,00	98 948,00	504,00	98 444,00
+ 1 AN	99 842,82	1 480,00	64 101,00	165 423,82	1 480,00	163 943,82
+ 2 ANS	94 397,00	1 917,00	5 620,00	101 934,00	46 924,65	55 009,35
+ 3 ANS	54 259,68	1 392,73	1 164,00	56 816,41	29 104,57	27 711,84
+ 4 ANS	47 340,07	1 142,86	684,00	49 166,93	25 154,90	24 012,03
	393 163,57	6 436,59	72 689,00	472 289,16	103 168,12	369 121,04
SOMMAIRE						
COURANTS	744 115,60	1 124,00	1 120,00	746 359,60	1 124,00	745 235,60
+ 1 AN	307 796,70	3 432,96	64 101,00	375 330,66	3 432,96	371 897,70
+ 2 ANS	207 076,15	2 972,00	5 620,00	215 668,15	98 685,27	116 982,88
+ 3 ANS	124 624,25	1 989,73	1 164,00	127 777,98	64 883,86	62 894,12
+ 4 ANS	180 359,58	2 585,01	684,00	183 628,59	93 106,80	90 521,79
	1 563 972,28	12 103,70	72 689,00	1 648 764,98	261 232,89	1 387 532,09

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES MOYENS ENTREPRIS POUR RECOUVRER LES CRÉANCES DU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS SONT LES MÊMES QUE LE MINISTÈRE (VOIR LA RÉPONSE DU MINISTÈRE CI-DESSUS)

CLASSIFI-CATION	ÂGE DES COMPTES	COMPTES À RECEVOIR				
		Actifs GIPA	Fermés GIPA	Total	Provision	Total net
ACTES	Courants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
JURIDIQUES	+ 1 AN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(04-01-H2)	+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CODE DE	Courants	804 874,69	0,00	804 874,69	0,00	804 874,69
LA ROUTE	+ 1 AN	258 422,27	0,00	258 422,27	0,00	258 422,27
(04-03-06)	+ 2 ANS	140 131,90	0,00	140 131,90	63 059,36	77 072,55
	+ 3 ANS	80 141,55	0,00	80 141,55	40 070,78	40 070,78
	+ 4 ANS	60 605,17	0,00	60 605,17	30 302,59	30 302,59
		1 344 175,58	0,00	1 344 175,58	133 432,72	1 210 742,87
CODE	Courants	1 487 459,17	0,00	1 487 459,17	0,00	1 487 459,17
CRIMINEL	+ 1 AN	403 592,19	0,00	403 592,19	0,00	403 592,19
(04-03-07)	+ 2 ANS	9 083 509,52	0,00	9 083 509,52	4 087 579,28	4 995 930,24
	+ 3 ANS	8 639 898,83	0,00	8 639 898,83	4 319 949,42	4 319 949,42
	+ 4 ANS	14 725 906,36	0,00	14 725 906,36	7 362 953,18	7 362 953,18
	+ 8 ANS	108 067,07	0,00	108 067,07	108 067,07	0,00
		34 448 433,14	0,00	34 448 433,14	15 878 548,95	18 569 884,19
AUTRES	Courants	180 254,75	0,00	180 254,75		180 254,75
LOIS	+ 1 AN	146 090,51	0,00	146 090,51		146 090,51
(04-03-17)	+ 2 ANS	1 026 561,48	0,00	1 026 561,48	461 952,67	564 608,81
	+ 3 ANS	952 745,07	0,00	952 745,07	476 372,54	476 372,54
	+ 4 ANS	1 354 130,20	0,00	1 354 130,20	677 065,10	677 065,10
		3 659 782,01	0,00	3 659 782,01	1 615 390,30	2 044 391,71
SOMMAIRE	Courants	2 472 588,61	0,00	2 472 588,61	0,00	2 472 588,61
2018	+ 1 AN	808 104,97	0,00	808 104,97	0,00	808 104,97
2017	+ 2 ANS	10 250 202,90	0,00	10 250 202,90	4 612 591,31	5 637 611,60
2016	+ 3 ANS	9 672 785,45	0,00	9 672 785,45	4 836 392,73	4 836 392,73
2015 et ant.	+ 4 ANS	16 140 641,73	0,00	16 140 641,73	8 070 320,87	8 070 320,87
	+ 8 ANS	108 067,07	0,00	108 067,07	108 067,07	0,00
		39 452 390,73	0,00	39 452 390,73	17 627 371,97	21 825 018,77

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. CRÉANCES À RECEVOIR :

	FÉVRIER 2021
VOLET CONTRIBUTIF	515 500 $
RECOUVREMENT DES COÛTS	803 878 $
TOTAL	1 319 378 $

2. PROCÉDURE DE RECOUVREMENT :

RÉCLAMATIONS ÉCRITES, RELANCES TÉLÉPHONIQUES, DEUXIÈME ENVOI ÉCRIT (MISE EN DEMEURE).

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

CLASSEMENT CHRONOLOGIQUE DES DÉBITEURS	2020-2021
MOINS DE 30 JOURS SUIVANT LA DATE DE FACTURATION	985 230 $
DE 31 JOURS À 60 JOURS SUIVANT LA DATE DE FACTURATION	629 010 $
DE 61 JOURS À 90 JOURS SUIVANT LA DATE DE FACTURATION	115 650 $
PLUS DE 90 JOURS SUIVANT LA DATE DE FACTURATION	162 085 $
SOUS-TOTAL	**1 891 975 $**
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES	(69 934) $
TOTAL	**1 822 041 $**

MOYEN DE RECOUVREMENT : SUIVI TÉLÉPHONIQUE ET/OU PAR COURRIEL POUR COLLECTION DES DÉBITEURS DE PLUS DE 60 JOURS.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.8 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2021, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE GENRE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION							
RÉGION	JUGE PUÎNÉ				JUGE SUPPLÉANT		TOTAL
	H	F	POSTES VACANTS	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – EEYOU ISTCHEE – NUNAVIK	6	6	---	---	1	1	14
ESTRIE	6	12	---	---	3	1	22
LAVAL–LAURENTIDES–LANAUDIÈRE–LABELLE	23	22	---	---	11	1	57
MAURICIE–BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	10	3	---	---	2	---	15
OUTAOUAIS	9	6	---	---	2	---	17
SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	6	4	---	---	1	1	12
MONTRÉAL	47	47	1	2020-11-11	5	12	112
MONTÉRÉGIE	22	18	1	2021-01-28	9	3	53
QUÉBEC–CHAUDIÈRE-APPALACHES	20	20	2	2020-09-22 2021-01-11	11	2	55
BAS-SAINT-LAURENT–CÔTE-NORD-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	7	10	---	---	2	---	19
TOTAL	**156**	**148**	**4**	**---**	**47**	**21**	**376**

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE : 4

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	22	40	62
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	45	41	86
CHAMBRE CIVILE	34	27	61
JURIDICTION MIXTE	55	39	94
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	---	1	1
TOTAL	**156**	**148**	**304**

P.9 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2019-2020 ET LE NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2020 (1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020)

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	98

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2020

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	98
• NON FONDÉES	85
• RETENUES POUR EXAMEN	43
• RETENUES POUR ENQUÊTE	2
• EN COURS D'ÉTUDE	13

PRENDRE NOTE QUE LES PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN FONT PARTIES SOIT : DU TOTAL DE PLAINTES NON FONDÉES, RETENUES POUR ENQUÊTE OU EN COURS D'ÉTUDE. IL NE FAUT DONC PAS ADDITIONNER CES NOMBRES.

PRENDRE NOTE QUE LES DEUX PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE ÉTAIENT AU 31 DÉCEMBRE, EN DÉLIBÉRÉ OU EN COURS D'ÉTUDE.

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2020 : 1

P.10 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION POUR 2020-2021 :

A. **NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
B. **NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
C. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
D. **COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.**

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES EN IMMIGRATION, INCLUANT LES RÉFUGIÉS POLITIQUES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	**TOTAL**	**ACCEPTÉES**	**%**	**REFUSÉES**	**%**	**NON-STATUÉES**	**%**
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
BAS SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	3	1	33,3 %	2	66,7 %	0	0,0 %
CÔTE-NORD	1	0	0,0 %	1	100,0 %	0	0,0 %
ESTRIE	22	15	68,2 %	7	31,8 %	0	0,0 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	9	7	77,8 %	2	22,2 %	0	0,0 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12	9	75,0 %	3	25,0 $	0	0,0 %
MONTRÉAL	2 408	2 110	87,6 %	269	11,2 %	29	1,2 %
OUTAOUAIS	22	19	86,4 %	3	13,6 %	0	0,0 %
QUÉBEC	16	10	62,5 %	4	25,0 %	2	12,5 %
RIVE-SUD	5	3	60,0 %	2	40,0 %	0	0,0 %
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
TOTAL	**2 498**	**2 174**	**87,0 %**	**293**	**11,7 %**	**31**	**1,3 %**

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS D'IMMIGRATION (INCLUANT RÉFUGIÉS POLITIQUE)

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES EN IMMIGRATION ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	**AVOCATS SALARIÉS**	**%**	**AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉES**	**%**	**TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES**
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0,0 %	0	0,0 %	0
BAS SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	1	100,0 %	0	0,0 %	1
CÔTE-NORD	0	0,0 %	0	0,0 %	0
ESTRIE	2	13,3 %	13	86,7 %	15
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1	14,3 %	6	85,7 %	7
MAURICIE-BOIS-FRANCS	4	44,4 %	5	55,6 %	9
MONTRÉAL	1 062	50,3 %	1 048	49,7 %	2 110
OUTAOUAIS	0	0,0 %	19	100,0 %	19
QUÉBEC	1	10,0 %	9	90,0 %	10
RIVE-SUD	0	0,0 %	3	100,0 %	3
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	0	0,0 %	0	0,0 %	0
TOTAL	**1 071**	**49,3 %**	**1 103**	**50,7 %**	**2 174**

D. COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN IMMIGRATION CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 EST DE 729 $, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

P.11 POUR 2020-2021 :

A. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
B. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
C. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
D. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
E. **NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. EN 2020-2021, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

B. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

C. 5 016 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.

D. 7 565 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.

E. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020, EST DE 1 336. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :

1. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
2. CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
3. LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
4. LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
5. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
6. LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

P.12 POUR 2020-2021, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	17 894	40,2 %	26 596	59,8 %	44 490
BAS SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	59 883	75,3 %	19 636	24,7 %	79 519
CÔTE-NORD	26 674	71,7 %	10 511	28,3 %	37 185
ESTRIE	103 842	83,9 %	19 951	16,1 %	123 793
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	109 268	91,9 %	9 648	8,1 %	118 916
MAURICIE-BOIS-FRANCS	120 740	92,7 %	9 485	7,3 %	130 225
MONTRÉAL	705 000	96,2 %	27 853	3,8 %	732 853
OUTAOUAIS	118 205	98,7 %	1 584	1,3 %	119 789
QUÉBEC	82 308	63,5 %	47 328	36,5 %	129 636
RIVE-SUD	196 909	93,6 %	13 352	6,4 %	210 261
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	32 282	96,7 %	1 090	3,3 %	33 372
TOTAL	**1 573 005**	**89,4 %**	**187 034**	**10,6 %**	**1 760 039**

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2020 AU 28 FÉVRIER 2021 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	25 599	42,8 %	34 143	57,2 %	59 742
BAS SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	40 973	87,4 %	5 928	12,6 %	46 901
CÔTE-NORD	5 562	33,0 %	11 288	67,0 %	16 850
ESTRIE	55 943	52,8 %	49 935	47,2 %	105 877
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	215 811	47,3 %	240 180	52,7 %	455 991
MAURICIE-BOIS-FRANCS	80 065	68,2 %	37 293	31,8 %	117 358
MONTRÉAL	911 195	75,4 %	296 805	24,6 %	1 208 000
OUTAOUAIS	24 748	39,3 %	38 181	60,7 %	62 929
QUÉBEC	67 889	31,8 %	145 824	68,2 %	213 712
RIVE-SUD	186 318	57,6 %	137 158	42,4 %	323 476
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	17 457	59,5 %	11 864	40,5 %	29 321
TOTAL	**1 631 559**	**61,8 %**	**1 008 598**	**38,2 %**	**2 640 156**

LES CHIFFRES AYANT ÉTÉ ARRONDIS, LA SOMME PEUT NE PAS CORRESPONDRE AU TOTAL INDIQUÉ.

INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.13 VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 MARS 2021, POUR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE RÉGIONAUX.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI – TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	3,0	5,6	0,5	9,1
ROUYN-NORANDA	3,0	3,0		6,0
VILLE-MARIE	1,0	1,0		2,0
VAL D'OR	4,0	5,0		9,0
LA SARRE	1,0	1,6		2,6
NORD	5,0	4,0		9,0
KUUJJUAQ	1,0	1,0		2,0
CHIBOUGAMAU	1,0	1,0		2,0
	19,0	**22,2**	**0,5**	**41,7**
BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5,0	8,0	1,0	14,0
NEW RICHMOND	2,0	2,7		4,7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3,0	5,0	1,0	9,0
GASPÉ	1,0	1,5		2,5
ILES-DE-LA-MADELEINE	1,0	1,0		2,0
MATANE	2,0	2,5		4,5
CHANDLER	2,0	2,7		4,7
AMQUI	1,0	1,5		2,5
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1,0	1,5		2,5
CABANO	1,0	1,6		2,6
	19,0	**28,0**	**2,0**	**49,0**
CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5,0	6,5	0,5	12,0
BAIE-COMEAU	5,0	4,0		9,0
FORESTVILLE	1,0	2,0		3,0
	11,0	**12,5**	**0,5**	**24,0**
ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	8,0	15,0		23,0
COATICOOK	1,0	1,0		2,0
THETFORD MINES	3,0	4,0		7,0
ASBESTOS	2,0	2,5		4,5
LAC MÉGANTIC	2,0	2,0		4,0
MAGOG	2,0	2,5		4,5
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	9,0	7,5	0,5	17,0
	27,0	**34,5**	**0,5**	**62,0**
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
SAINT-JÉRÔME (30 OUEST, DE MARTIGNY)	15,0	17,1	1,0	33,1
JOLIETTE	10,0	10,8	1,0	21,8
MONT-LAURIER	2,0	2,3		4,3
SAINTE-THÉRÈSE	2,0	3,6		5,6
REPENTIGNY	2,0	3,7		5,7
SAINTE-AGATHE	1,0	1,6		2,6
LACHUTE	1,0	1,6		2,6
SAINT-EUSTACHE	1,0	1,9		2,9
TERREBONNE	1,0	1,5		2,5
ADMINISTRATION	2,0	4,0		6,0
	37,0	**48,1**	**2,0**	**87,1**

Région	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
Mauricie-Bois-Francs				
Trois-Rivières (1350 Royale)	10,0	11,5	1,0	22,5
Shawinigan	5,0	5,0	0,5	10,5
la Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	6,0	8,0		14,0
Victoriaville	4,0	5,5		9,5
Administration	1,0	4,0		5,0
	27,0	**35,0**	**1,5**	**63,5**

Montréal				
Laval	13,0	13,0	0,5	26,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Division Jeunesse (5800 St-Denis)	13,0	9,0		22,0
Division criminelle	26,0	29,0	2,0	57,0
Maisonneuve-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	7,0	9,0	0,5	16,5
Côte-des-Neiges	6,0	8,0	0,5	14,5
Crémazie	7,0	9,0	0,5	16,5
Sud-Ouest	8,0	10,0	0,5	18,5
Administration	3,0	22,0		25,0
Immigration	9,0	14,0		23,0
Pointe-Saint-Charles	3,0	5,0	0,5	8,5
Santé mentale	4,0	3,0		7,0
Service de garde	7,0	1,0		8,0
	121,0	**151,0**	**6,0**	**278,0**

Outaouais				
Gatineau (civil, famille, jeunesse & administration)	9,0	14,0		23,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham	1,8	2,5		4,3
Gatineau	5,0	6,5		11,5
Gatineau – Section criminelle	7,0	7,0	0,5	14,5
Aylmer	1,0	1,0		2,0
Saint-André Avelin	0,2			0,2
	27,0	**34,5**	**0,5**	**62,0**

Québec				
Charlesbourg (5350 H.-Bourassa)	5,0	8,0		13,0
La Malbaie	1,0	1,4		2,4
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
Saint-Georges-de-Beauce	3,0	3,0		6,0
Saint-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Québec – Section jeunesse	7,0	6,0	1,0	14,0
Québec – Section criminelle	10,0	12,6	1,0	23,6
Centre-ville	5,0	7,0		12,0
Charlesbourg (8500 H.-Bourassa)	2,0	5,0		7,0
	40,0	**51,0**	**2,0**	**93,0**

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
RIVE-SUD				
LONGUEUIL (101 ROLAND-THERRIEN)	2,0	4,0		6,0
LONGUEUIL – AFFAIRES CIVILES	9,0	12,5	1,0	22,5
CHÂTEAUGUAY	2,0	3,0		5,0
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	4,0	4,0		8,0
SAINT-HYACINTHE	5,0	6,0		11,0
SOREL	3,0	4,0		7,0
GRANBY	4,0	5,0		9,0
VALLEYFIELD	7,0	7,0		14,0
COWANSVILLE	2,0	3,0		5,0
LONGUEUIL – CRIMINEL & JEUNESSE	12,0	9,0	0,5	21,5
	50,0	**57,5**	**1,5**	**109,0**

SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN				
CHICOUTIMI	6,0	7,0		13,0
ALMA	3,0	4,0		7,0
ROBERVAL	2,0	3,0		5,0
DOLBEAU-MISTASSINI	1,0	2,0		3,0
LA BAIE	1,0	1,0		2,0
JONQUIÈRE	3,0	4,0		7,0
ADMINISTRATION	1,0	3,0		4,0
	17,0	**24,0**	**0,0**	**41,0**

COMMISSION	**13,0**	**48,0**		**61,0**

TOTAL DES EFFECTIFS	**408,0**	**546,3**	**17,0**	**971,3**

P.14 ÉVOLUTION DES DÉLAIS AVANT JUGEMENT, PAR TRIBUNAL ET TYPE DE DOSSIER, POUR LES DIX DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC EN 2020-2021 ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS : 33 829
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES UN JOUR OU MOINS : 195 JOURS
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 216 JOURS
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 225 JOURS

B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS : 13 734
DÉLAI MÉDIAN D'AUDITION : 666 JOURS

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

CAUSES OUVERTES : 78 672
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES : 286 JOURS

CHAMBRE PÉNALE :

CAUSES OUVERTES : 159 392
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES : 232 JOURS

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIER OUVERTS – DÉLINQUANCE : 6 484
DÉLAI D'AUDITION – COMPARUTION DÉLINQUANCE : 34 JOURS
DÉLAI D'AUDITION – PROCÈS DÉLINQUANCE : 66 JOURS

DOSSIER OUVERTS – PROTECTION : 10 993
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION PROTECTION : 71 JOURS

DOSSIER OUVERTS – ADOPTION : 547
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION ADOPTION : 32 JOURS

NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN MATIÈRE CIVILE À LA COUR SUPÉRIEURE EN 2020-2021 ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS : 17 990

B. CHAMBRE FAMILIALE

DOSSIERS OUVERTS : 18 168

P.15 ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DES PERSONNES SE REPRÉSENTANT SEULS DEVANT LES TRIBUNAUX, POUR LES DIX DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

POURCENTAGE DE CAUSES EN MATIÈRE CRIMINELLE OÙ LES PERSONNES SE REPRÉSENTENT SEULS : 4,8 %

POURCENTAGE DE CAUSES EN MATIÈRE PÉNALE OÙ LES PERSONNES SE REPRÉSENTENT SEULS : 91,3 %

P.16 LE NOMBRE DE RÉDACTEURS ACCRÉDITÉS POUR LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE À L'EMPLOI DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2020-2021.

MINISTÈRE

AUCUN RÉDACTEUR DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE N'EST À L'EMPLOI DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2020-2021. DES CONTRATS DE SERVICE ONT COURS NOTAMMENT AVEC CERTAINES ORGANISATIONS, TELLES QUE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET LE GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE.

IL Y A ACTUELLEMENT 99 RÉDACTEURS DE RAPPORTS GLADUE ACCRÉDITÉS ET ACTIFS AU QUÉBEC.

P.17 L'ENSEMBLE DES FRAIS RELATIFS À LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE ENCOURUS EN 2020-2021 ET VENTILÉ PAR POSTE BUDGÉTAIRE.

MINISTÈRE

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2021, LES FRAIS DE SERVICES PROFESSIONNELS RELATIFS À LA RÉDACTION DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE SONT DE 106 920 $.

P.18 LE NOMBRE DE RAPPORTS DE TYPE GLADUE ORDONNÉS PAR LA COUR DU QUÉBEC EN 2020-2021.

MINISTÈRE

137 RAPPORTS GLADUE FURENT ORDONNÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2020 ET LE 28 FÉVRIER 2021.

P.19 LA LISTE DES COMITÉS DE JUSTICE AUTOCHTONE ACTIFS, AINSI QUE LE FINANCEMENT OBTENU POUR CHACUN D'EUX POUR L'ANNÉE 2020-2021.

MINISTÈRE

BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES
MONTANT : 1 229 853 $

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT VERSÉ AU 31 MARS 2021
JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU INUIT	SOCIÉTÉ MAKIVIK	405 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – SYSTÈME D'INTERVENTION D'AUTORITÉ ATIKAMEKW ET PROJET DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	142 443 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAHNAWAKE	MOHAWKS OF KAHNAWAKE	52 500 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – AKWESASNE	MOHAWKS OF AKWESASNE	45 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAWAWACHIKAMACH	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	33 750 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – LISTUGUJ	LISTUGUJ MIG'MAQ GOVERNMENT	31 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – OPITICWAN	BANDE DES ATIKAMEKWS D'OPITCIWAN	45 900 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KITIGAN ZIBI	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	31 500 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU URBAIN À MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	56 250 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU URBAIN VAL-D'OR	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR	111 510 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – LA ROMAINE	REGROUPEMENT MAMIT INNUAT	100 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU URBAIN CHIBOUGAMAU	CENTRE D'AMITIÉ EENOU DE CHIBOUGAMAU	105 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE-LAC-BARRIÈRE	LE CONSEIL DE BANDE DU LAC-BARRIÈRE	70 000 $

P.20 LA LISTE DES SOMMES INVESTIES POUR L'AMÉNAGEMENT DE LIEUX ADÉQUATS À L'EXERCICE DE LA JUSTICE DANS CHACUNE DES COMMUNAUTÉS OU CHACUN DES VILLAGES AUTOCHTONES OÙ SIÈGE LA COUR ITINÉRANTE, VENTILÉ PAR VILLAGE OU COMMUNAUTÉS EN 2020-2021.

MINISTÈRE

LIEU : PUVIRNITUQ
ADRESSE : 730, ROUTE PUVIRNITUQ
PROPRIÉTAIRE : ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE PUVIRNITUQ
COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2020 : 38 093 $

À PUVIRNITUQ, LE MINISTÈRE LOUE L'IMMEUBLE OÙ SE SITUE LE PALAIS DE JUSTICE À LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES. À CET ENDROIT, 38 093 $ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS DEPUIS LE 1ER AVRIL 2020 AFIN D'EFFECTUER LES AJUSTEMENTS NÉCESSAIRES POUR SE CONFORMER AUX MESURES SANITAIRES DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC.

DANS TOUS LES AUTRES VILLAGES VISITÉS, LES LIEUX OÙ SIÈGE LA COUR ITINÉRANTE ENTRAÎNENT DES FRAIS DE LOCATIONS SPORADIQUES (EX : HÔTEL), MAIS PAS DE SOMME RELIÉE À L'AMÉNAGEMENT DES LIEUX.

P.21 LA LISTE DES SOMMES INVESTIES POUR L'USAGE DE LA VISIOCONFÉRENCE LORS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ POUR LES DÉTENUS DES COMMUNAUTÉS OU VILLAGES AUTOCHTONES EN 2020-2021.

MINISTÈRE

LA PREMIÈRE PHASE DE RÉALISATION DES TRAVAUX CONCERNANT L'IMPLANTATION D'UN SERVICE DE VISIOCONFÉRENCE POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK EST COMPLÉTÉE. IL N'Y A EU AUCUNE ACQUISITION POUR KUUJJUAQ ET PUVIRNITUQ EN 2020-2021. SEULS DES CORRECTIFS ONT ÉTÉ APPORTÉS POUR LA SOMME DE 4 805 $.

EN EFFET, L'INSTALLATION PERMANENTE DES ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES À L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE CADRE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN OCTOBRE 2019 À KUUJJUAQ ET À PUVIRNITUQ.
L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE EST DEPUIS DISPONIBLE EN TOUT TEMPS DANS CES DEUX PÔLES.

DEPUIS LE MOIS DE JANVIER 2020, LA VISIOCOMPARUTION EST DISPONIBLE POUR TOUTES LES AUTRES COMMUNAUTÉS DU NUVAVIK À PARTIR DE PURVIRNITUQ ET DE KUUJJUAQ LORSQUE LA CAPACITÉ DE DÉTENTION LE PERMET. AINSI, DEPUIS LE MOIS D'AVRIL 2020, 87% DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ SONT EFFECTUÉES PAR VISIOCONFÉRENCE OU TÉLÉPHONE.

LE POSTE DE POLICE DE KUUJJUARAPIK POSSÈDE ÉGALEMENT L'ESPACE DE DÉTENTION PROVISOIRE NÉCESSAIRE POUR PERMETTRE AUX PRÉVENUS DE CETTE COMMUNAUTÉ DE PARTICIPER À LEUR ENQUÊTE SUR REMISE EN LIBERTÉ PAR VISIOCONFÉRENCE. L'INSTALLATION DES VISIOCOMPARUTIONS NÉCESSAIRES À LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ SERA EFFECTUÉE PAR L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK CONSIDÉRANT LE CONTEXTE PARTICULIER DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.

P.22 POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES SOMMES INVESTIES DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE À L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE. PRÉCISER PAR MINISTÈRE.

MINISTÈRE

EN 2020-2021, 1,8 M $ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022.

P.23 LA LISTE DES ORGANISMES LGBTQ RECEVANT UNE SUBVENTION GOUVERNEMENTALE. PRÉCISER LE PROGRAMME DE FINANCEMENT, ET LA FORME (MISSION, PROJET OU ENTENTE DE SERVICE).

MINISTÈRE

EN 2020-2021, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ) A OCTROYÉ 52 SUBVENTIONS À DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA MESURE N^{O} 9 DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022. UNE PREMIÈRE CATÉGORIE DE SUBVENTIONS EST L'AIDE COMPLÉMENTAIRE. EN 2020-2021, LE MJQ A OCTROYÉ DE L'AIDE COMPLÉMENTAIRE À 27 ORGANISMES. BIEN QUE FOURNIE PAR LE MJQ, CETTE AIDE EST ADMINISTRÉE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, PAR L'ENTREMISE DE LEUR PROGRAMME RESPECTIF. LES BÉNÉFICIAIRES DE CE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE SONT:

ORGANISME BÉNÉFICIAIRE D'UNE AIDE COMPLÉMENTAIRE À LA MISSION GLOBALE
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT
COALITION DES FAMILLES LGBT+
FONDATION ÉMERGENCE INC.
RÉSEAU DES LESBIENNES DU QUÉBEC
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC
COALITION DES GROUPES JEUNESSE LGBT
COALITION D'AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
ALTERHÉROS
MAINS BSL
TOXIC-ACTIONS
SERVICE D'INTERVENTION DE PROXIMITÉ DOMAINE-DU-ROY
GRIS-QUÉBEC
GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE (GRIS) – MAURICIE/CENTRE DU QUÉBEC
AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE MONTRÉAL
PROJET 10
JEUNESSE LAMBDA
G.R.I.S. MONTRÉAL
ASSOCIATION LGBT BAIE-DES-CHALEURS
G.R.I.S. CHAUDIÈRE-APPALACHES
LE NÉO
DIVERS-GENS
JEUNES ADULTES GAI-E-S (J.A.G.)
JEUNESSE IDEM
IRIS ESTRIE
TRANS-MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC
DIVERSITÉ 02

UNE DEUXIÈME CATÉGORIE DE SUBVENTION EST CELLE OCTROYÉE DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE POUR LA RÉALISATION DE PROJETS SPÉCIFIQUES (PONCTUELS). EN 2020-2021, LE MJQ A SOUTENU 20 PROJETS À LA SUITE DE L'APPEL DE PROJETS :

ORGANISME BÉNÉFICIANT D'UN SOUTIEN FINANCIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE – VOLET APPEL DE PROJETS
MIELS QUÉBEC
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC
AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES SUR LA CONDITION MASCULINE
GRIS ESTRIE
COALITION DES FAMILLES LGBT
REVUE SEXOLOGIQUE LES 3 SEX*
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT
ENFANTS TRANSGENRES CANADA
ÉDUCALOI
PROJET MIKANA
CENTRE INTERLIGNE
FONDATION DE L'ASEQ
FIERTÉ LITTÉRAIRE

ORGANISME BÉNÉFICIANT D'UN SOUTIEN FINANCIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE – VOLET APPEL DE PROJETS
FONDATION FABIENNE COLAS
BUREAU RÉGIONAL D'ACTION SIDA (BRAS)
COALITION D'AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
MAISON DES JEUNES DU GRAND JOLIETTE
LE NÉO
MAISON DES JEUNES LES MAYAIS

LE MJQ A ÉGALEMENT ACCORDÉ DE L'AIDE FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE 5 PROJETS DANS LE VOLET À « ENTRÉE CONTINUE » DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE. IL S'AGIT DE :

ORGANISME BÉNÉFICIANT D'UN SOUTIEN FINANCIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE – VOLET ENTRÉE CONTINUE
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC
DIVERSITÉ 02
GRIS MAURICIE – CENTRE-DU-QUÉBEC
JEUNESSE IDEM
AGIR